

AMALLIS

Association déclarée

20 Avenue des Meuniers
03000 MOULINS

Siren : 483.606.745

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association AMALLIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**association AMALLIS** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2025** à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.3 de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative au règlement ANC 2022-06 conduisant à une modification du plan comptable général.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté

sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif de l'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Démarche de l'audit

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chamalières, le 22 juin 2026

Le commissaire aux comptes

SAS ORDINIS

François HOSPITAL



BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF	2025			2024	PASSIF	2025	2024
	BRUT	AMORT/PROV	NET				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
- Immobilisations incorporelles	97 438,66	80 316,83	17 121,83	405,13	- Réserve générale	1 122 436,93	1 122 436,93
- Immobilisations corporelles	415 358,47	345 225,85	70 132,62	75 155,93	- Réserve de compensation des déficits		
- Immobilisations financières	291 220,97		291 220,97	247 604,80	- AAD	276 139,22	143 627,84
					- SSIAD	450 617,63	450 617,63
					- Excédents affectés à l'investissement		
					- AAD	114 000,00	114 000,00
					- SSIAD	107 016,61	107 016,61
					- Excédents affectés à la couverture du fonds de roulement		
					- AAD	267 940,48	267 940,48
					- SSIAD	10 000,00	10 000,00
					- Report à nouveau		
					- AAD	2 391,85	-181 972,05
					- SSIAD	1 337 737,77	801 120,05
					- Résultat de l'exercice		
					- AAD	522 251,80	522 032,25
					- SSIAD	525 641,77	532 042,51
					- Dettes non opposables aux tiers financeurs	-279 987,29	-275 412,08
					- Subvention d'investissement	4 428,49	4 187,86
TOTAL	804 018,10	425 542,68	378 475,42	323 165,86	TOTAL	4 460 615,26	3 617 638,03
					PROVISIONS P/RISQUES & CHARGES	89 632,32	139 622,30
					FONDS DEDIES	320 916,80	330 826,19
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
- Avances & acomptes s/commandes	19 394,43		19 394,43		- Emprunt et dettes financières		
- Créances					- Dettes fournisseurs	651 533,60	345 975,96
.Créances clients	472 741,73	7 146,27	465 595,46	653 701,10	- Dettes fiscales et sociales	2 905 023,40	2 482 018,42
.Créances diverses	593 006,78		593 006,78	505 756,35	- Dettes diverses	82 934,28	289 490,48
- Disponibilités	7 056 269,27		7 056 269,27	5 741 284,05			
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	15 191,37		15 191,37	13 330,43	PRODUITS CONSTATES D AVANCE	17 277,07	31 666,41
TOTAL	8 156 603,58	7 146,27	8 149 457,31	6 914 071,93	TOTAL	4 067 317,47	3 619 599,76
TOTAL GENERAL	8 960 621,68	432 688,95	8 527 932,73	7 237 237,79	TOTAL GENERAL	8 527 932,73	7 237 237,79

COMPTE DE RESULTAT



CHARGES	2025			2024	PRODUITS	2025			2024
	AAD	SIAD	TOTAL			AAD	SIAD	TOTAL	
CHARGES D'EXPLOITATION					PRODUITS D' EXPLOITATION				
- Achat de matières consommables					- Produits des tarifications	10 931 376,89		10 931 376,89	10 596 517,73
- Autres achats et charges externes	2 629 861,69	1 834 390,81	4 464 252,50	4 333 908,57	- Dotations		5 468 130,45	5 468 130,45	5 043 487,76
- Impôts, taxes et vers. assimilés	746 348,86	227 846,75	974 195,61	934 317,83	- Produits des prestations				
- Salaires et traitements	7 690 733,49	2 214 440,62	9 905 174,11	9 306 490,32	- Subventions d'exploitation	1 949 633,31	2 880,55	1 952 513,86	1 709 849,23
- Charges sociales	1 368 550,27	754 555,94	2 123 106,21	2 094 270,18	- Autres produits	37 964,45	15 739,10	53 703,55	218 656,64
- Dotation aux amortissements & aux provisions	66 209,67	12 769,32	78 978,99	51 067,55	- Reprise sur provisions	64 602,72	18 599,51	83 202,23	14 292,84
- Engagements à réaliser s/subventions accordées	3 561,62		3 561,62		- Transfert de charges				15 236,90
- Autres charges	19 581,81	232,12	19 813,93	8 444,69					
TOTAL	12 524 847,41	5 044 235,56	17 569 082,97	16 728 499,14	TOTAL	12 983 577,37	5 505 349,61	18 488 926,98	17 598 041,10
CHARGES FINANCIERES					PRODUITS FINANCIERS				
TOTAL					TOTAL	82 354,00	85 543,56	167 897,56	150 285,96
						82 354,00	85 543,56	167 897,56	150 285,96
CHARGES EXCEPTIONNELLES					PRODUITS EXCEPTIONNELS				
- Sur opération de gestion				12 621,72	- Sur opération de gestion				174,59
- Sur opération en capital					- Sur opération en capital				1 266,20
- Sur exercices antérieurs				6 275,80	- Sur exercices antérieurs				4 945,05
- Dotations aux amortissements et aux provisions					- Reprises s/provisions				82 223,52
TOTAL				18 897,52	TOTAL				88 609,36
IMPOTS SUR LES BENEFICES	18 832,16	21 015,84	39 848,00	35 465,00					
TOTAL DES CHARGES	12 543 679,57	5 065 251,40	17 608 930,97	16 782 861,66	TOTAL DES PRODUITS	13 065 931,37	5 590 893,17	18 656 824,54	17 836 936,42
SOLDE CREDITEUR - EXCEDENT	522 251,80	525 641,77	1 047 893,57	1 054 074,76	SOLDE DEBITEUR - PERTE				
TOTAL GENERAL	13 065 931,37	5 590 893,17	18 656 824,54	17 836 936,42	TOTAL GENERAL	13 065 931,37	5 590 893,17	18 656 824,54	17 836 936,42



1.	INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	2
1.1.	<i>Description de l'objet social.....</i>	2
1.2.	<i>Activités ou mission sociales.....</i>	2
1.3.	<i>Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture.....</i>	2
1.4.	<i>Continuité d'exploitation.....</i>	2
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	3
2.1.	<i>Base de préparation des comptes sociaux.....</i>	3
2.2.	<i>Méthodes.....</i>	3
2.3.	<i>Changements de règles et méthodes comptables.....</i>	3
2.4.	<i>Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé.....</i>	6
2.5.	<i>Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :</i>	9
2.6.	<i>Information sur les fonds propres et tableau de variation :</i>	9
2.7.	<i>Information sur les provisions pour risques et charges :</i>	10
2.8.	<i>Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :</i>	10
2.9.	<i>Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégorie d'autorités administratives.....</i>	10
2.10.	<i>Informations sur les ressources de l'exercice.....</i>	10
2.11.	<i>Précisions sur la nature, le montant et le traitement des dépenses étalées sur plusieurs exercices</i>	11
2.12.	<i>Honoraires du commissaire aux comptes</i>	11
2.13.	<i>Informations relatives aux contributions volontaires en nature</i>	11
3.	AUTRES INFORMATIONS	12
3.1.	<i>Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan ; engagements financiers donnés ou reçus, engagements pris en matière de crédit-bail,.....</i>	12
3.2.	<i>Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie.....</i>	12

1. INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 8 527 932,73 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 1 047 893.57 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

1.1. Description de l'objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Fourniture de services à la personne (assistance à domicile, aide à la mobilité, Soins à domicile)

1.2. Activités ou mission sociales

AMALLIS est une association intermédiaire conventionnée avec l'état, et agréée services à la personne. Elle s'adresse aussi bien à des particuliers qu'aux professionnels sur le secteur de l'Allier. L'association s'appuie sur des salariés permanents, des aides à domicile, et des professionnels de soins.

Les principales activités sont : AIDE A DOMICILE

1.3. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

Evènements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

1.4. Continuité d'exploitation

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, aucune incertitude significative n'ayant été identifiée à la date d'arrêté des comptes.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES



2.1. Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 05 décembre 2018, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Conformément aux dispositions de l'article 112-4, l'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Toute information non significative, ou non expressément prévue par un texte, n'est pas présentée.

2.2. Méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2.3. Changements de règles et méthodes comptables

Changement de réglementation

- ✓ **Première application du Règlement comptable ANC 2022-06, modifiant le Plan Comptable Général.**

Ce changement de méthode s'applique à compter de la date d'ouverture de l'exercice. Son application est en effet obligatoire pour les exercices comptables ouverts à compter du 1er janvier 2025.

S'agissant d'un changement de réglementation, il s'impose à l'entité.

Aucun retraitement n'est intervenu sur les comptes des exercices antérieurs.

Les principales incidences de ce changement de présentation sont décrites dans les paragraphes suivants, et un tableau récapitulatif des enjeux financiers est présenté ensuite.

Incidence sur les produits et charges exceptionnels

Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024, sur les deux seules lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Par ailleurs, une nouvelle définition de ces produits et charges a été retenue par l'Autorité de normalisation comptable. A compter du 1^{er} janvier 2025, sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité

des normes comptables, restent comptabilisées en résultat exceptionnel. De même restent inscrits en résultat exceptionnel les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales, ou les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.

Incidence de la suppression de la technique des transferts de charges

Les transferts de charges d'exploitation constatés dans le compte de résultat de 2024 sont présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions »

Désormais, les opérations antérieurement constatées en transferts de charges connaissent désormais le traitement comptable suivant :

- Remboursements de frais de personnel comptabilisés au crédit des charges de personnel en 2025 ;
- Frais d'émission d'emprunt 2025 comptabilisés directement à l'actif du bilan ;
- Refacturations auprès d'entités liées ou de locataires comptabilisées en prestations de services ;
- Avantages en nature, comptabilisés au crédit des charges de personnel en 2025 ;
- Remboursement d'assurance, comptabilisés en diminution des charges en 2025

Incidence sur les cessions d'actifs

Les produits et charges liées aux cessions d'actifs incorporels et corporels sont désormais classées au niveau du résultat d'exploitation, en remplacement du résultat exceptionnel.

Les produits et charges liées aux cessions d'actifs financiers sont désormais classées au niveau du résultat financier, en remplacement du résultat exceptionnel.

Les charges et produits liés à des cessions d'actifs incorporels, corporels et financiers demeurent présentés dans le résultat exceptionnel dans la colonne comparative 2024 du compte de résultat 2025, l'application des dispositions du Règlement et notamment la nouvelle définition du résultat exceptionnel n'étant pas d'application rétrospective.

Incidence sur la quote-part de reprise des subventions d'investissement

La quote-part de reprise des subventions d'investissement virée au résultat est désormais classée au niveau du résultat d'exploitation, alors qu'elle était présentée dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement.

La quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2024 demeure présentée en résultat exceptionnel dans la colonne comparative 2024 du compte de résultat 2025, l'application des dispositions du Règlement, et notamment la nouvelle définition du résultat exceptionnel n'étant pas d'application rétrospective.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont classés directement à l'actif du bilan.

Auparavant, ils faisaient l'objet d'un enregistrement en charges, puis d'un reclassement à l'actif du bilan en contrepartie d'un transfert de charges.

L'amortissement des frais d'émission des emprunts est présenté dans le résultat financier (alors qu'elle aurait été classée dans le résultat d'exploitation préalablement à l'application du Règlement).

Nature	Classement 2025	Montant 2025	Classement 2024	Montant 2024
Remboursements de frais de personnel	Minoration des charges de personnel	221 339	Autres Produits	199 954
Refacturations auprès d'entités	Prestations vendues	14 159	Transfert de charges d'exploitation	7 121
Refacturations auprès d'entités liées ou de locataires	Minoration des charges de Loyer	4 320	Transfert de charges d'exploitation	4 320
Avantages en nature	Minoration des charges de personnel	-	Transfert de charges d'exploitation	-
Remboursements d'assurance	Autres Produits	10 590	Transfert de charges d'exploitation	3 684
Produits de cessions d'actifs incorporels et corporels	Rubrique des produits d'exploitation	-	Rubrique des produits exceptionnels	-
Charges de cessions d'actifs incorporels et corporels	Rubrique des charges d'exploitation		Rubrique des charges exceptionnelles	
Produits de cessions d'actifs financiers	Rubrique des produits financiers	-	Rubrique des produits exceptionnels	-
Charges de cessions d'actifs financiers	Rubrique des charges financières	-	Rubrique des charges exceptionnelles	-
Quote-part de reprise des subventions d'investissement virée au résultat	Inclus dans les subventions d'exploitation	1 276	Rubrique des produits exceptionnels	1 266
Frais d'émission d'emprunts	Directement à l'actif	-	Transfert de charges d'exploitation	-
Amortissement des frais d'émission d'emprunt	Inclus dans les dotations aux amortissements d'exploitation	-	Inclus dans les dotations financières	-

2.4. Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.



Etat de l'actif immobilisé :

Rubriques Situations et mouvements	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations				
		VIREMENTS : De poste à poste	VIREMENTS : Provenant de l'actif circulant	ENTRÉES : Acquisitions	ENTRÉES : Apports	ENTRÉES : Créations
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>	79 442,19			17 996,47		
Total Immobilisations incorporelles	79 442,19	0,00	0,00	17 996,47	0,00	0,00
Immobilisations corporelles : <i>Installations générales</i>	51 001,66					
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>	4 999,76			3 999,97		
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	137 945,65			8 812,83		
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>	54 089,73			2 851,43		
Immobilisations corporelles : <i>Autres matériels</i>	198 989,83			25 077,60		
Total Immobilisations corporelles	447 026,63	0,00	0,00	40 741,83	0,00	0,00
TOTAL	526 468,82	0,00	0,00	58 738,30	0,00	0,00



Rubriques \ Situations et mouvements	Diminutions					Montant brut à la clôture de l'exercice
	VIREMENTS : De poste à poste	VIREMENTS : À destination de l'actif circulant	SORTIES : Cessions	SORTIES : Scissions	SORTIES : Mises hors service	
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>						97 438,66
Total Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 438,66
Immobilisations corporelles : <i>Installations générales</i>						51 001,66
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>						8 999,73
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>			32 605,49			114 152,99
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>						56 941,16
Immobilisations corporelles : <i>Autres matériels</i>			39 804,50			184 262,93
Total Immobilisations corporelles	0,00	0,00	72 409,99	0,00	0,00	415 358,47
TOTAL	0,00	0,00	72 409,99	0,00	0,00	512 797,13

Etat des amortissements

Rubriques / Situations et mouvements	Durée	Mode	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice				Diminutions			Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
				Compléments liés à une réévaluation	Sur les éléments amortis selon le mode linéaire	Sur les éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>			79 037,06		1 279,77						80 316,83
Total Immobilisations incorporelles			79 037,06	0,00	1 279,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 316,83
Immobilisations corporelles : <i>Installations générales</i>			48 391,17		2 610,49						51 001,66
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>			4 506,63		931,48						5 438,11
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>			117 661,27		13 251,33					32 605,49	98 307,11
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>			32 192,76		4 145,29						36 338,05
Immobilisations corporelles : <i>Autres matériels</i>			169 118,87		24 826,55					39 804,50	154 140,92
Total Immobilisations corporelles			371 870,70	0,00	45 765,14	0,00	0,00	0,00	0,00	72 409,99	345 225,85
Total			450 907,76	0,00	47 044,91	0,00	0,00	0,00	0,00	72 409,99	425 542,68

Etat des dépréciations :

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Rubriques / Situations et mouvements	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>	79 037,06	1 279,77		80 316,83
Immobilisations corporelles : <i>Installations générales</i>	48 391,17	2 610,49		51 001,66
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>	4 506,63	931,48		5 438,11
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	117 661,27	13 251,33	32 605,49	98 307,11
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>	32 192,76	4 145,29		36 338,05
Immobilisations corporelles : <i>Autres matériels</i>	169 118,87	24 826,55	39 804,50	154 140,92
Total	450 907,76	47 044,91	72 409,99	425 542,68

2.5. Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant	1 065 748,51	1 065 748,51	
Charges constatées d'avance	15 191,37	15 191,37	
Total	1 080 939,88	1 080 939,88	0,00

2.6. Information sur les fonds propres et tableau de variation :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					0,00
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Écarts de réévaluation					0,00
Réserves	2 215 639,49	132 511,38			2 348 150,87
Report à nouveau	619 148,00	1 054 074,76	4 575,21	337 668,35	1 340 129,62
Excédent ou déficit de l'exercice	1 047 893,57				1 047 893,57
SITUATION NETTE	3 882 681,06	1 186 586,14	4 575,21	337 668,35	4 736 174,06
Fonds propres consommables					0,00
Dettes non opposables aux tiers financeurs	-275 412,08			4 575,21	-279 987,29
Subventions d'investissement	4 187,86		240,63		4 428,49
Provisions réglementées	139 622,30		27 225,00	77 214,98	89 632,32
TOTAL	3 751 079,14	1 186 586,14	32 040,84	419 458,54	4 550 247,58

2.7. Information sur les provisions pour risques et charges :

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises utilisées	Diminutions : reprises non-utilisées	Montant à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	15 765,73	5 000,00			20 765,73
Provisions pour charges	123 856,57	22 225,00		77 214,98	68 866,59
Total	139 622,30	27 225,00	0,00	77 214,98	89 632,32

2.8. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	651 533,60	651 533,60		
Autres dettes	2 987 957,68	2 987 957,68		
Produits constatés d'avance	17 277,01	17 277,01		
Total	3 656 768,29	3 656 768,29	0,00	0,00

2.9. Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégorie d'autorités administratives

Financeurs	Montant de la subvention
CD 03	1 929 478,66
ARS	5 460 785,07

2.10. Informations sur les ressources de l'exercice

Typologie de produits	Montant
PRODUITS DE TARIFICATION	10 805 998,17
MAD PERSONNEL	14 160,08
KMS BENEFICIAIRES	118 564,02

2.11. Précisions sur la nature, le montant et le traitement des dépenses étalées sur plusieurs exercices



Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	25 644,96
Créances fiscales et sociales	
Autres créances	593 006,78
Disponibilités	
Total	618 651,74

Produits Constatés d'avance	Montant
Exploitation	17 277,07
Financier	
Exceptionnel	
Total	17 277,07

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	173 729,68
Dettes fiscales et sociales	1 651 970,91
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	82 934,28
Total	1 908 634,87

Charges constatées d'avance	Montant
Exploitation	15 191,37
Financier	
Exceptionnel	
Total	15 191,37

2.12. Honoraires du commissaire aux comptes

Informations sur les honoraires du commissaire aux comptes en distinguant :

- La mission de certification des comptes
- Autres missions

2.13. Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Si non comptabilisées :

Aucune information significative à mentionner concernant des contributions volontaires non comptabilisées.

Si comptabilisées :

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1. Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan ; engagements financiers donnés ou reçus, engagements pris en matière de crédit-bail,

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagements	Montant à la clôture de l'exercice
Avals, cautionnements et garanties	300,00
Sûretés reçues	
Sûretés données	
Créances cédées non échues	
Cessions de créances Dailly et affacturage	
Garanties d'actif et de passif	
Clauses de retour à meilleure fortune	
Portage et autres engagements sur titres	
Engagements consentis de manière conditionnelle	
Engagements de retraite et avantages similaires	520 397,00
Autres engagements	

Engagements de crédit-bail

Catégorie d'immobilisation	Valeur signature contrat	Coût d'entrée de l'actif	Dotations aux amortissements théoriques de l'exercice	Dotations aux amortissements théoriques cumulées	Valeur nette	
Catégorie 1						
Catégorie 2						
Total	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Redevances payées de l'exercice	Redevances payées cumulées	Redevances à payer à moins d'un an	Redevances à payer de un à cinq ans	Redevances à payer à plus de cinq ans	Prix d'achat résiduel
Catégorie 1						
Catégorie 2						
Total	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

3.2. Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie

	Effectif moyen employé pendant l'exercice	ETP employé pendant l'exercice
Ouvriers	400,00	246,88
Employés, techniciens, agents de maîtrise	18,00	12,58
Cadres et ingénieurs	13,00	12,64
Total	431,00	272,10